



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

**INSTALLATION TEMPORAIRE D'UN DISTRIBUTEUR DE BOISSONS ET DE
SNACKING**

AU SEIN DU CENTRE AQUATIQUE DE CHARLIEU-BELMONT COMMUNAUTE

CAHIER DES CHARGES

PREAMBULE

Charlieu-Belmont Communauté a ouvert un centre aquatique en septembre 2025 géré en régie par l'intercommunalité.

Il est composé d'un bassin sportif de 5 couloirs (25m x 12.5 m, de 1.80 m de profondeur), d'un bassin ludique de 130 m², un pentagliss intérieur, un espace bien-être avec sauna, hammam et douches sensorielles ainsi que des espaces extérieurs dont une plaine de jeux d'eau de 150 m². Les surfaces engazonnées s'étendent sur plus de 3 000 m². A titre d'information, la FMI de l'établissement est fixée à 430 personnes.

En vue de sa fréquentation, le centre aquatique souhaite mettre à disposition d'un exploitant son domaine public, afin que les usagers aient accès à des services de vente de boissons et de snacking via un ou plusieurs distributeurs installés dans la zone d'accueil : emplacement déjà présent, prise de courant à proximité et arrivée d'eau.

En application des articles L.2122-1-4 et L.2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, lorsque l'autorisation d'occuper le domaine public permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, et lorsque l'occupation ou l'utilisation autorisée est de courte durée, l'autorité compétente n'est tenue que de procéder à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'utilisation.

C'est à ce titre que Charlieu-Belmont Communauté lance un appel à manifestation d'intérêt en vue de désigner un exploitant de distributeur de boissons et de snacking placés sur le site du centre aquatique.

Article 1 - Objet

Charlieu-Belmont Communauté souhaite étendre l'offre de services de son centre aquatique en permettant au public de bénéficier d'un espace d'attente convivial avec un point de vente de boissons fraîches et chaudes et de snacking, en mettant à disposition un emplacement au sein du salon d'attente à proximité immédiate de l'accueil.

L'appel à manifestation d'intérêt vise à sélectionner une société de distributeur à boissons et snacking.

Le candidat précisera dans son offre s'il répond à la totalité de la demande (boissons et snacking) ou à l'une ou l'autre (boissons ou snacking).

Néanmoins, au regard de la qualité des projets qui seront soumis à candidature, Charlieu-Belmont Communauté se réserve le droit d'octroyer ou non l'emplacement.

Article 2 – Occupation temporaire du domaine public

L'emplacement se situe dans le hall d'accueil de l'entrée principale de l'établissement, dans un espace aménagé de canapés et de mange-debout.

L'emplacement s'étend sur une superficie d'environ 2 m².

Charlieu-Belmont Communauté mettra à disposition du prestataire un branchement électrique monophasé. En cas de défaillance du système et de nécessité, elle s'engage à faire intervenir les services compétents. Il ne saurait être considéré comme un préjudice pour le prestataire si les délais d'intervention ne lui permettaient pas d'exercer son activité.

Charlieu-Belmont Communauté met également à disposition un branchement en eau potable et une évacuation pour les eaux usées.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public est accordée à titre nominatif. L'occupant ne pourra pas affecter l'espace attribué à une autre activité que celle prévue initialement, ni le céder, ni sous-louer à quelqu'un d'autre. Le droit d'occuper le domaine public auquel elle donne accès est précaire et révocable, Charlieu-Belmont Communauté se réservant le droit de contrôler l'occupation, au regard de l'autorisation qui lie l'occupant.

A l'issue de cette consultation, une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public sera signée par les deux parties.

Article 3 - Appel à candidatures

La structure de vente utilisée devra être en conformité avec les normes d'hygiène alimentaire et de sécurité. Le porteur de projet veillera à prendre toutes les mesures relatives à la sobriété énergétique de son activité, Charlieu-Belmont Communauté n'autorisera que les structures et matériels indispensables à l'exploitation de l'activité.

Toute structure scellée au sol sera strictement prohibée. Le ou les distributeurs ambulants devront être fournis par l'exploitant et devront être implantés à l'endroit exact défini par la collectivité, de façon à ne faire courir aucun danger ou gêne aux usagers.

De même, l'exploitation de la structure de vente ne devra, en aucun cas, causer des nuisances aux utilisateurs des espaces publics.

Sont admises, la vente de boissons chaudes et froides et de snacking en favorisant une adéquation avec une pratique sportive et un public divers.

Conformément aux articles L 3335-1 et suivants le Code de la Santé Publique, en aucun cas, il ne peut être transféré et exploité une licence 2^{ème}, 3^{ème} ou 4^{ème} catégorie. La vente d'alcool est interdite.

Gamme de produits attendus

Pour les contenants des boissons, il est demandé d'utiliser une vaisselle biodégradable ou des emballages recyclables. Pour les contenants du snacking, il est demandé de limiter le suremballage.

- Gamme de boissons chaudes

Proposer une gamme variée comprenant :

- Café,
- Chocolat
- Thé

- Gamme de boissons froides

Proposer une gamme variée comprenant :

- Eau minérale plate et gazeuse
- Jus de fruit

- Gamme de denrées alimentaires pour le snacking

Une attention particulière sera portée sur la qualité des produits proposés (produits bio, fabrication locale, teneur en fruits).

- Pour les produits salés, l'Exploitant doit proposer au moins deux références distinctes.
- Pour les produits sucrés, l'Exploitant doit proposer au moins trois références distinctes.

Article 4 - Durée

L'autorisation est accordée pour une durée de 2 ans ferme à compter de la signature de la convention d'occupation.

Article 5 - Obligations de d'exploitant

5.1 - L'exploitant s'engage à :

- ✓ Être immatriculé au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers ou déclaré en tant que micro-entrepreneur,
- ✓ Être à jour de ses obligations sociales et fiscales,
- ✓ Fournir une assurance responsabilité civile couvrant l'installation faisant l'objet de l'autorisation d'occupation du domaine public en cours de validité et couvrant toute la période d'installation au centre aquatique,
- ✓ Veiller à l'approvisionnement régulier des denrées qu'il propose à la vente,
- ✓ Proposer des produits accessibles au plus grand nombre qui seront, dans la mesure du possible des produits locaux,
- ✓ Assurer l'entretien régulier et la réparation rapide du distributeur (ou le changement) en cas d'anomalies constatées,
- ✓ Proposer parmi son système de vente la possibilité d'un paiement par carte bancaire,
- ✓ Occuper l'espace mis à disposition par Charlieu-Belmont Communauté, sans pouvoir exiger ni réaliser des travaux de quelque nature que ce soit,
- ✓ N'avoir dans les lieux, ni appareils bruyants, dangereux ou incommodants, ni produits explosifs ou inflammables,
- ✓ Assurer, tout au long de son activité au centre aquatique, la propreté de son installation.

En cas de détérioration et dégradation, Charlieu-Belmont Communauté fera procéder aux travaux de remise en état, aux frais exclusifs de l'occupant.

5.2- Contraintes environnementales et publicitaires

Le prestataire devra limiter l'impact de son activité dans l'environnement, en matière de production et de collecte de déchets.

Pour les contenants des boissons, il est demandé d'utiliser des verres biodégradables ou des emballages recyclables.

Le prestataire veillera au bon fonctionnement de son matériel afin d'éviter toute forme de pollution et sécurisera son équipement. Charlieu-Belmont Communauté ne pourra être tenue responsable des accidents et des dégradations occasionnés par le prestataire.

Pour les supports de communication et éléments de signalétique, l'exploitant ne pourra

apposer d'enseignes et pré-enseignes sur les parties communes qu'après accord de Charlieu-Belmont Communauté, qui validera préalablement les supports et matériaux.

Article 6 : Montant de la redevance d'occupation

Le prestataire se rémunérera sur les ventes réalisées.

En contrepartie du droit d'occupation qui lui est consenti, il devra s'acquitter :

- D'une redevance minimum de 15 % sur les ventes réalisées. Le prestataire devra posséder un système d'encaissement lui permettant d'enregistrer les ventes réalisées pour présenter un bilan financier à la collectivité. Des bilans de vente intermédiaires seront produits par trimestre.

Après chaque semestre, la redevance fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes qui devra être payé sous 30 jours.

Le prestataire précisera dans son offre s'il propose un pourcentage redevance supérieur.

Article 7 : Contrôles – Sanctions - Résiliation

Charlieu-Belmont Communauté pourra procéder à tout moment à un contrôle de l'exploitant.

En cas de non-respect par l'exploitant de ses obligations, et si ce dernier ne se conforme pas aux remarques relevées par la collectivité, la résiliation du contrat pourra intervenir sans délai. Il ne sera dû aucune indemnité à l'exploitant à ce titre. L'exploitant devra retirer son matériel sous 72 heures, à ses frais, en dehors des horaires d'ouverture au public, et en présence d'un représentant de Charlieu-Belmont Communauté.

En cas de résiliation à la demande de l'exploitant en cours de contrat, une pénalité forfaitaire de 1 500 € sera dû à la collectivité ainsi que le pourcentage sur les ventes réalisées durant la période où l'exploitant était présent.

La collectivité pourra résilier la convention pour motif d'intérêt général. Elle en informera l'exploitant par courrier en LRAR, sans indemnité versée à l'exploitant.

Signature et cachet de l'entreprise

Précédé de la mention « lu et approuvé »